

*Convention collective de travail du 1^{er} juillet 2002
relative à l'aménagement de la fin de carrière*

Vu l'« accord du non marchand » du 29 juin 2000, entre le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs ;

Vu le Titre IV de l'arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française, relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001, modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Vu le Titre IV, chapitre Premier, articles 84 et 85 ;

Vu le protocole conclu entre le Collège de la Commission communautaire française et les interlocuteurs sociaux, en exécution de l'accord du non marchand du 29 juin 2000 ;

Vu le protocole conclu entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les interlocuteurs sociaux, en exécution de l'accord du non marchand du 29 juin 2000 ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux organismes d'insertion socioprofessionnelle

- tels que définis et agréés par la Commission communautaire française via le Décret du 27 avril 1995 (Décret relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle)

et

- qui ont une convention de partenariat avec l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi telle que prévue par les Arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 (Arrêté autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle).

Les travailleurs concernés sont ceux qui sont affectés à des projets d'insertion socioprofessionnelle tels que définis par le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
06-11-2002	02-12-2002	N° 64567 100 329

Dans les Missions locales, sont également concernés, outre le personnel énoncé ci-dessus, les encadrants des programmes de transition professionnelle et le personnel des ateliers de recherche active d'emploi.

Article 2

À partir du 1^{er} janvier 2001, le personnel à temps plein qui a atteint ou atteint l'âge de 55 ans, bénéficie de trente-neuf jours de congé supplémentaires, rémunérés par an.

Par mesure transitoire, les jours de congés promérités par cette catégorie de travailleurs en 2001 pourront être répartis en accord avec l'employeur sur les années 2002, 2003, 2004 et 2005.

Article 3

A partir du 1^{er} janvier 2002, le personnel à temps plein, qui a atteint ou atteint l'âge de 50 ans, bénéficie de vingt-six jours de congé supplémentaires, rémunérés par an.

Article 4

A partir du 1^{er} janvier 2003, le personnel à temps plein, qui a atteint ou atteint l'âge de 45 ans, bénéficie de treize jours de congé supplémentaires, rémunérés par an.

Article 5

Les travailleurs qui bénéficient des mesures visées aux articles 2, 3 et 4 restent des travailleurs à temps plein. Ces jours de congé supplémentaires sont octroyés aux travailleurs qui en bénéficient, à partir du premier jour du mois dans lequel les âges susmentionnés sont atteints, au prorata du nombre de mois restant à courir dans l'année.

Article 6

Pour les jours de congé visés aux articles 2, 3 et 4 de la présente convention collective de travail, chaque travailleur perçoit sa rémunération normale. Chaque jour de congé comprend le nombre moyen d'heures de prestation par jour conformément au régime de travail individuel.

Pour les travailleurs dont les prestations sont inférieures à un temps plein, les jours de congé visés aux articles 2, 3 et 4, sont accordés au prorata du temps de travail hebdomadaire.

Article 7

La prise de chaque jour de congé doit se faire, au minimum, par demi-jour.

Les jours de congé visés aux articles 2, 3 et 4 sont pris soit conformément à ce qui est prescrit au règlement de travail, soit en accord avec la délégation syndicale, soit, à défaut, de commun accord entre le travailleur et l'employeur.

Article 8

En cas de départ d'un travailleur, l'employeur lui remet une attestation du nombre de jours de congé supplémentaires octroyés en cours d'année. Le travailleur est tenu de la remettre à un nouvel employeur qui serait dépendant de la présente convention collective de travail afin de pouvoir bénéficier des éventuels jours de congé supplémentaires encore à octroyer sur l'année.

Article 9

L'ensemble des employeurs auxquels la présente convention collective de travail s'applique devront procéder à une embauche compensatoire correspondant au nombre total de jours de congé, ou de demi-jours de congé, tels que définis aux articles 2 à 7, selon des modalités de répartition définies, de commun accord, par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs du secteur au sein de l'ASBL « Réduire et compenser » constituée à cet effet.

Cette embauche compensatoire est financée suivant les termes du Titre IV de l'arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française, relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001.

Article 10

Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française exécutent intégralement, chacun pour ce qui le concerne le point 5, 2^{ème} alinéa de l'accord du 29 juin 2000 et financent l'embauche compensatoire totale correspondant à la réduction du temps de travail totale.

Elles conviennent également d'informer ces mêmes autorités publiques de la bonne exécution de la présente convention.

Article 11

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002
betreffende de organisatie van de einde loopbaan

Gelet op het akkoord van de "non-profit" van 29 juni 2000 tussen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest, het collège van de Franse gemeenschapscommissie, het collège van de Vlaamse gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de inrichtende machten;

Gelet op Titel III van het Besluit 2001/549 van de Franse gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de subsidies toegekend in de sector van het gezondheidsbeleid en de welzijnszorg en betreffende de wijziging van verschillende toepassingsbesluiten betreffende de sectoren van de welzijnszorg, de gezondheidszorg, de gehandicaptenzorg en de socio-professionele inschakeling;

Gelet op titel IV, eerste hoofdstuk, artikels 84 en 85 ;

Gelet op het protocol gesloten tussen het collège van de Franse gemeenschapscommissie en de sociale onderhandelaars, in uitvoering van het akkoord van de non-profit van 29 juni 2000;

Gelet op het protocol gesloten tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de sociale onderhandelaars, in uitvoering van het akkoord van de non-profit van 29 juni 2000;

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de socio-professionele invoegorganismen

zoals bepaald en erkend door de Franse gemeenschapscommissie via het Decreet van 27 april 1995 (Decreet betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling)

en

die een partnershipovereenkomst hebben met de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling zoals bepaald door de Besluiten van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juni 1991 (Besluit houdende machtiging voor de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling tot het sluiten van partnershipovereenkomsten teneinde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten in het kader van gecoördineerde beschikkingen voor socio-professionele inschakeling).

DELEGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

06-11-2002

02-12-2002

N°

64567/46/329

De betrokken werknemers zijn zij die ingedeeld zijn bij de socio-professionele inschakelingsprojecten zoals bepaald door het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 27 april 1995.

In de "Missions locales" zijn, behalve het hierboven opgesomde personeel, eveneens betrokken het omkaderingspersoneel van de beroepsoverstapprogramma's en het personeel van de jobwerkbanken.

Artikel 2

Vanaf 1 januari 2001 hebben de voltijdse personeelsleden die de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben, recht op 39 bijkomende betaalde verlofdagen per jaar.

Als overgangsmaatregel zullen de verlofdagen verworven door deze werknemers in 2001, verdeeld kunnen worden, in overleg met de werkgever, over de jaren 2002, 2003, 2004 en 2005.

Artikel 3

Vanaf 1 januari 2001 hebben de voltijdse personeelsleden die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben, recht op 26 bijkomende betaalde verlofdagen per jaar.

Artikel 4

Vanaf 1 januari 2001 hebben de voltijdse personeelsleden die de leeftijd van 45 jaar bereikt hebben, recht op 13 bijkomende betaalde verlofdagen per jaar.

Artikel 5

De werknemers die de maatregelen vermeld in de artikels 2, 3 en 4 genieten, blijven voltijdse werknemers. Deze bijkomende verlofdagen worden aan de betrokken werknemers toegekend vanaf de eerste dag van de maand waarin zij de voormelde leeftijden bereiken, naar rato van het aantal overblijvende maanden in dat jaar.

Artikel 6

Voor de in de artikels 2, 3 en 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst vermelde verlofdagen ontvangen de werknemers hun normale loon. Elkeverlofdag omvat het gemiddeld aantal prestatie-uren overeenkomstig het individuele arbeidstijdstelsel.

Aan de werknemers die minder dan voltijds tewerkgesteld zijn, worden de in de artikels 2, 3 en 4 bedoelde verlofdagen toegekend naar rato van de wekelijkse arbeidstijd.

Artikel 7

Deze verlofdagen moeten worden opgenomen met minimum een halve dag per keer.

De in de artikels 2, 3 en 4 bedoelde verlofdagen moeten worden opgenomen overeenkomstig de voorschriften van het arbeidsreglement, of in overleg met de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek hieraan, na overleg tussen de werknemer en de werkgever.

Artikel 8

Wanneer een werknemer de onderneming verlaat, zal de werkgever hem een attest overhandigen waarin het aantal bijkomende verlofdagen wordt vermeld dat hem in de loop van het jaar werd toegekend. Om de eventueel nog overblijvende bijkomende verlofdagen voor dit jaar te kunnen opnemen zal de werknemer dit attest moeten overhandigen aan een nieuwe werkgever op wie deze collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing is.

Artikel 9

Alle werkgevers tesamen op wie deze collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing is, zullen moeten overgaan tot een compenserende indienstneming die overeenstemt met het totaal aantal hele of halve verlofdagen bepaald in de artikels 2 tot 7 en dit met toepassing van een verdeelsleutel die zal worden vastgesteld in overleg tussen de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties van de sector, in de schoot van de hiertoe opgerichte VZW « verminderen en compenseren ».

Deze compenserende indienstneming wordt gefinancierd volgens de bepalingen van Titel IV van het besluit 2001/549 van de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de toepassing van het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 12 juli 2001.

Artikel 10

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de door deze collectieve arbeidsovereenkomst toegekende voordelen slechts effectief zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het verzameld Collège van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en het Collège van de Franse gemeenschapscommissie, ieder voor zich, het punt 5, 2° lid van het akkoord van 29 juni 2000 integraal uitvoeren en de volledige compenserende indienstneming die overeenstemt met de vermindering van de totale arbeidsduur financieren.

Zij spreken eveneens af deze zelfde overheden te informeren over de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door ieder van de ondertekenende partijen mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend door middel van een aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de socio-culturele sector.